

Unité départementale du Rhône
Cellule SSDAS

Villeurbanne, le 24/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



Vénissieux Énergies

16 rue Albert Einstein
69200 Vénissieux

Références : D-R-SSDAS-22--043-AM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement Vénissieux Énergies implanté 16 rue Albert Einstein à Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée par l'Inspection des installations classées dans le cadre d'une campagne d'inspections en période de pic de pollution de niveau N2. Celui-ci a été déclenché à partir du 26/01/2022 à 17H. Cette visite d'inspection a pour objectif d'identifier le niveau d'information de l'exploitant ainsi que les mesures mises en oeuvre afin de diminuer les émissions atmosphériques de l'installation en matière de particules.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Code AIOT dans GUN : 0006103843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le thème de visite retenu est l'eau et l'impact sur la nappe souterraine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle qui ont donné lieu à des demandes. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réception et diffusion de l'information en cas de pic de pollution	Arrêté préfectoral 26/01/2022	/	/
Actions à conduire en cas d'activation du niveau d'alerte	Arrêté préfectoral 26/01/2022	/	/

Le canevas support de l'inspection est en annexe du présente rapport. Il détaille les réponses apportées par l'exploitant.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée. La situation du site au moemnt du contrôle appelle des recommandations dans la gestion et l'entretien du matériel ainsi que des précisions à apporter sur le critère de nécessité de service.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réception et diffusion de l'information en cas de pic de pollution

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral 69-2022-01-26.0002 du 26/01/2022 article 1 et 2
Prescription contrôlée : Réception de l'information pour action en cas de déclenchement de la procédure d'alerte pic de pollution atmosphérique.
Constats : Voir ANNEXE.
Type de suites proposées : Aucune suite

Nom du point de contrôle : Actions à conduire en cas d'activation du niveau d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°69-2022-01-26.0002 du 26/01/2022 article 1 et 2
Prescription contrôlée : Mesures de réductions mises en oeuvre par l'exploitant
Constats : Voir ANNEXE
Type de suites proposées : <u>REC1</u> : La réactivité pour la remise en état de la chaudière en panne n'est pas satisfaisante. L'exploitant doit anticiper les composants sensibles et tenir, ou faire tenir par un tiers, un stock de pièces de rechanges pour raccourcir les durées d'indisponibilités. – Délai 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°69-2022-01-26.0002 du 26/01/2022 article 1 et 2
Prescription contrôlée : Mesures de réductions mises en oeuvre par l'exploitant
Constats : voir ANNEXE
Type de suites proposées : <u>REC2</u> : L'exploitant doit formaliser par une procédure interne les critères techniques qui définissent le ou les seuils à partir duquel ou desquels "la nécessité de service" est atteinte et justifie le maintien de la production de chaleur à partir d'une ou plusieurs chaudière au fioul.

ANNEXE de l'inspection « Pics de pollution - site Vénissieux Energies à Vénissieux du 27/01/2022

A - Informations générales sur l'établissement

			Commentaires de l'inspection
1	Site :	Nom : Vénissieux Energies Adresse : 16 avenue ALBERT EINSTEIN 69200 Vénissieux N°AIOT : 0006103843	
2	Personnes rencontrées :	Nom / fonction / coordonnées M. Goux Patrick – manager opérationnel	
3	Site identifié comme gros émetteur régional :	<div> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div> <div>NOx</div> <div> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div> <div>SOx</div> <div> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div> <div>COV</div> <div> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div> <div>Particules</div>	
4	Date de l'inspection : Inspection réalisée a posteriori de l'épisode : Date du début de l'alerte : Niveau d'activation : Typologie de l'épisode : Polluant principal visé :	27/01/2022 <div> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div> 25/11/21 alerte N1 ; 26/11/21 alerte N2 <div> <input type="checkbox"/> N1 <input type="checkbox"/> N2 <input type="checkbox"/> N2 aggravé </div> <div> <input type="checkbox"/> Combustion <input type="checkbox"/> Mixte <input type="checkbox"/> Estiva </div> <div> <input type="checkbox"/> PM <input type="checkbox"/> NOx <input type="checkbox"/> COV <input type="checkbox"/> SOx </div> PM	
5	Site soumis à prescriptions complémentaires spécifiques en cas	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

	<p>d'épisode de pollution atmosphérique Si oui, typologie épisode prise en compte dans l'AP :</p> <p>Si oui, mesures de réduction prescrites :</p>	<p><input type="checkbox"/> Combustion <input type="checkbox"/> Mixte <input type="checkbox"/> Estiva <input type="checkbox"/> Non précisé</p> <p><input type="checkbox"/> PM <input type="checkbox"/> NOx <input type="checkbox"/> COV <input type="checkbox"/> SOx</p>	
6	<p><u>Référentiel réglementaire</u></p> <p>Arrêté Préfectoral : 13/05/2016</p> <p>PPA de Lyon adopté en 2014 en particulier l'arrêté préfectoral fixant les VLE applicables aux installations utilisant de la biomasse du 2018</p> <p>Arrêté de police pris pour l'épisode de pollution (si N1 ou N2 activé) du :</p> <p>- 25/01/22 (N1)</p> <p>- 26/01/22 (N2)</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Le site fonctionne avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> -2 moteurs de cogénération (2x8,6 MW) -2chaudières biomasse en fonctionnement et une à l'arrêt (7MW, 7MW et 7,3MW) -3 chaudières au gaz (8,2MW, 8,2MW, et 16,4MW) -1chaudière fioul en fonctionnement et une à l'arrêt (6,7MW et 15,6MW) -1 groupe électrogène de secours au fioul à l'arrêt (4MW) -1 chaudière fioul de secours à l'arrêt (26,5MW) <p><u>Avis de l'inspection :</u></p> <p>Les prescriptions prévues en cas de pic de pollution sont celles prévues par les arrêtés de police relatives à l'épisode en cours : <i>Mesures relatives au secteur industriel, Toutes activités.</i></p> <p><i>Arrêté préfectoral : 13/05/2016; article 3.4</i> <i>[...] en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant, l'exploitant met en oeuvre les actions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>pour les types d'épisode de pollution atmosphérique de niveau alerte, utilisation des combustibles dans l'ordre prioritaire suivant gaz naturel pour la chaufferie gaz, cogénération puis biomasse pour les chaudières puis fioul domestique (avec une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,5% en masse),</i> • <i>aucun démarrage de nouvelles unités dc biomasse et/ou fioul pendant l'épisode de pollution sauf si nécessité de service. Les justificatifs correspondants</i>

			<i>sont tenus à la disposition de l'inspection des installations ciassées. Les factures de combustibles utilisées devront porter la mention de leur qualité exacte, elles sont conservées pendant trois ans. Ces éléments sont intégrés dans le bilan annuel (bilan des épisodes de pollution sur l'année et des mesures prises pour chaque épisode.</i>
B - Organisation interne pour la gestion des épisodes de pollution			
		Déclarations de l'exploitant	Commentaires de l'inspection
1	Consultation/connaissance du site internet d'ATMO https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
2	Consultation /connaissance du site internet de la préfecture sur le dispositif de gestion des épisodes de pollution	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
3	<u>Réception de l'information en cas d'activation du dispositif</u> : Par qui le site est-il informé en cas d'épisode de pollution atmosphérique ? - l'UD - la collectivité - les médias (préciser presse/radio...) ? - la CCI ou les fédérations professionnelles ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
4	Quels sont les destinataires de cette information ?	Nom / fonction / coordonnées : / M. Julien DAMIAN - Responsable d'Unité Opérationnelle M. Goux Patrick manager opérationnel Les techniciens sont également destinataires des	

		mails.	
5	<p>Quelle organisation est mise en place pour la réception des messages ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • validité des adresses mail • boîtes d'unité / boîtes personnelles • consultation des mails jours ouvrés / horaires • consultation des mails le week end • cas des périodes de congés • système d'astreinte ? 	<p>Les messages sont réceptionnés dans les boîtes d'unités et les boîtes personnelles .</p> <p>Il n'y a pas de présence permanente sur site, mais un système d'astreinte.</p>	
6	<p><u>Transmission de l'information pour action</u></p> <p>Les personnes identifiées précédemment transmettent l'information à qui et comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • vers tout le personnel ? <ul style="list-style-type: none"> ◦ au titre de l'information générale ◦ au titre de ses missions • vers les intervenants présents sur site mais externes à l'entreprise (sous-traitance, interims..) ? 	<p>Il n'y a pas de transmission particulière de l'alerte en interne.</p>	
7	<p>Quelle organisation est mise en place pour demander, à réception de</p>	<p>Un tableau de suivi et de traçabilité des alertes est en place.</p>	

	l'information, l'application des mesures de réduction ? <ul style="list-style-type: none"> • traçabilité /suivi des demandes • horaire début/fin d'application des mesures • procédure (sous système qualité ?) 		
C - Sensibilisation générale du site à la qualité de l'air			
		Déclarations de l'exploitant	Commentaires de l'inspection
1	Existe-t-il des mesures générales de sensibilisation du personnel pour limiter l'impact qualité de l'air ? <ul style="list-style-type: none"> • Plan de déplacement de l'entreprise • Télétravail • Recours à la visioconférence • Consignes sur le chauffage/climatisation des locaux • Equipement de la flotte de véhicules de l'entreprise en vignettes Crit'Air 	Dalkia préconise le Télétravail et le recours dans le cadre des renouvellements de véhicules à des solutions moins émettrices de polluants (véhicule électrique). Il n'y a pas de consignes relatives sur le chauffage et la climatisation.	
2	Ces mesures sont-elles déclinées de manière spécifique en cas d'épisode de pollution ? <ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel et sensibilisation sur la nécessité 	Non	

	<p>de suivre les recommandations sanitaires et comportementales ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affichage de l'épisode de pollution sur les panneaux de communication interne ? • Procédure pour limiter la température de chauffage, à l'instar de la mesure résidentiel M-R2 qui prévoit la maîtrise de la température des bâtiments : 18°C en hiver (épisode de type combustion) 		
D - Vérification des prescriptions applicables au site en cas d'épisode de pollution atmosphérique (<i>Référentiel = arrêté cadre départemental</i>)			
		Déclarations de l'exploitant	Commentaires de l'inspection
En cas d'alerte N1			
1	<p>M-I 11 : L'exploitant a mis en œuvre les prescriptions particulières prévues dans son AP en cas d'alerte à la pollution de niveau 1</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>L'arrêté préfectoral ne contient pas de mesure particulière pour un niveau d'alerte N1.</p> <p>Le cas échéant, justification des actions qui n'ont pu être mises en œuvre :</p>	

<p>Les mesures mises en œuvre sont adaptées à la typologie de l'épisode de pollution</p> <p>Si possible, quantités estimées des pollutions évitées :</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>	
<p>En cas d'alerte N2</p>		
<p>2 M-I 12 : L'exploitant a mis en œuvre les prescriptions particulières prévues dans son AP en cas d'alerte à la pollution de niveau 2</p> <p>Les mesures mises en œuvre sont adaptées à la typologie de l'épisode de pollution</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Précisions sur les actions effectivement mises en place :</p> <p>Malgré le passage en niveau 2 de l'alerte pollution la chaufferie de Vénissieux a eu recours au fioul. Une indisponibilité d'une chaudière bois (depuis environ 3 semaines) a imposé le recours au fioul malgré le fonctionnement de tous les générateurs gaz et bois disponibles. L'exploitant précise que la situation est notamment causée par les températures extérieures basses. L'exploitant avait informé l'inspection de cette situation dégradée dès l'apparition de l'alerte de niveau N2.</p> <p>Date et durée de mise en œuvre : /</p> <p>Le cas échéant, justification des actions qui n'ont pu</p>	<p><u>Avis de l'inspection :</u></p> <p><u>OBS1:</u></p> <p>Selon les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 2016 "L'exploitant prend ses dispositions pour être informé du niveau de la qualité de l'air sur sa zone. En application de l'arrêté inter-préfectoral du 1 décembre 2014 n°2014335-0003 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les types d'épisode de pollution atmosphérique de niveau alerte, utilisation des combustibles dans l'ordre prioritaire suivant gaz naturel pour la chaufferie gaz, cogénération puis biomasse pour les chaudières puis fioul domestique (avec une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,5% en masse), • aucun démarrage de nouvelles unités de biomasse et/ou fioul pendant l'épisode de pollution sauf si nécessité de service.

<p>Le démarrage d'unités à l'arrêt est reporté à la fin de l'épisode.</p> <p>Unités à l'arrêt au moment du pic de pollution :</p> <p>Quantités estimées des pollutions évitées :</p>	<p>être mises en œuvre :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Pas d'unité à l'arrêt</p> <p>Les Chaudières au Fioul de secours étaient à l'arrêt et une chaudière biomasse en panne.</p>	<p>L'exploitant a précisé que la nécessité de service est liée à la demande en chaleur et que cette demande est visualisable au niveau des variations de pression des pompes de circulation du réseau de chaleur urbain.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser par une procédure interne les critères techniques précis qui définissent le ou les seuils à partir duquel ou desquels "la nécessité de service" est atteinte et justifie un éventuel départ de la production de chaleur à partir de la chaudière au fioul.</p> <p>Ensuite concernant la durée d'indisponibilité de la chaudière biomasse, l'inspection des installations classées considère que le délai d'indisponibilité de la chaudière en période hivernale n'est pas satisfaisant.</p> <p>L'exploitant doit anticiper les pannes éventuelles en identifiant les composants sensibles pour lesquels les délais d'approvisionnement sont conséquents et tenir, ou faire tenir par un tiers, un stock de pièces de rechanges pour raccourcir les durées d'indisponibilité.</p>
--	--	---

En cas d'alerte N2 aggravé

<div>M-I 13 : L'exploitant a mis en œuvre les prescriptions particulières prévues dans son AP en cas d’alerte à la pollution désignée par le « niveau 2 aggravé » ou le « niveau 3 » défini dans l’ancien dispositif régional de gestion des pics de pollution</div> <div>Les mesures mises en œuvre sont adaptées à la typologie de l’épisode de pollution</div> <div>Le démarrage d’unités à l’arrêt est reporté à la fin de l’épisode.</div> <div>Unités à l’arrêt au moment du pic de pollution :</div>	<div> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Précisions sur les actions effectivement mises en place : Date et durée de mise en œuvre : Le cas échéant, justification des actions qui n’ont pu être mises en œuvre : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas d'unité à l'arrêt </div>	Non Concerné
--	--	--------------

	Quantités estimées des pollutions évitées :		
Information de l'inspection			
4	<p>La fiche de reportage des mesures prises est :</p> <ul style="list-style-type: none"> connue de l'industriel cohérente avec l'AP du site transmise à chaque épisode de pollution 	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
5			
6	<p><u>Archivage :</u> L'exploitant conserve durant deux ans minimum, et tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un dossier consignant les actions menées suite à l'activation du dispositif de gestion des épisodes de pollution atmosphérique. Ce dossier comporte</p> <ul style="list-style-type: none"> Les messages d'alerte et de fin d'alerte diffusés par le préfet et dont l'exploitant aura été destinataire, La liste explicite et justifiée des actions menées. Une estimation de la réduction des émissions de poussières obtenue pendant la période d'activation des mesures spécifiques, au regard du 	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<p><u>Avis de l'Inspection :</u></p> <p>RAS</p>

	fonctionnement "courant" des installations.		
7	L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan annuel des actions temporaires de réduction d'émissions mises en oeuvre.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	